

pouvoir fédéral, décision qui n'est pas forcément fondée sur des principes économiques valables. A mon avis, ce n'est pas ainsi qu'on devrait procéder au Canada.

● (2130)

Auparavant, en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, les universités et les provinces pouvaient décider comment dépenser les sommes mises à leur disposition. En somme, les universités prennent des décisions parce que ce sont des institutions autonomes qui préparent leur propre budget qu'elles soumettent aux gouvernements provinciaux, mais ces budgets sont très rarement approuvés en bloc et sont souvent réduits. En vertu des nouvelles propositions gouvernementales s'inspirant du principe que tous les chemins mènent à Ottawa, les universités et les collèges devront bientôt se présenter à Ottawa pour faire approuver leur programme d'enseignement avant de recevoir des fonds. Les étudiants se verront appliquer la même philosophie. Le gouvernement étudie en effet activement la possibilité d'instaurer un système de bons. Cela veut dire que les étudiants devront s'adresser au gouvernement national pour obtenir des bons grâce auxquels ils pourront aller s'inscrire à l'université de leur choix. On pourrait considérer l'idée formidable, et y voir un moyen d'assurer la liberté de choix, mais nous savons qu'elle a de très graves implications.

Tout d'abord, les grandes universités seront en mesure d'éliminer les petites car elles possèdent déjà l'infrastructure, le renom et les programmes nécessaires pour offrir de meilleurs avantages aux étudiants. Cela entraînera la fermeture d'universités dans diverses petites villes d'un bout à l'autre du pays où les universités ont apporté une contribution immense à la vie culturelle, intellectuelle et sociale du milieu.

Deuxièmement, en ce qui concerne les étudiants eux-mêmes, le système de bons s'appliquera initialement à toutes les disciplines. Par exemple, celui qui veut devenir philosophe pourra probablement obtenir de ces bons. Mais il ne faudra pas beaucoup de temps avant que la bureaucratie ne commence à dire qu'il nous faut plus d'ingénieurs d'ici quatre ou cinq ans et qu'il n'y a donc pas d'argent fédéral pour celui qui veut étudier la philosophie tandis que celui qui voudra étudier le génie ou quelque autre discipline pratique obtiendra facilement de ces bons. Cela perturbera entièrement la liberté de choix des étudiants, de décider dans quel domaine ils désirent faire carrière en fonction de leurs propres intérêts. Cela découle de la doctrine de plus en plus manifeste du gouvernement selon laquelle tous les chemins mènent à Ottawa.

La prochaine gifle retentissante servie aux petites entreprises a sûrement été le budget. Nous savons que les recettes fiscales découlant du budget seront énormes. Depuis que le gouvernement est revenu au pouvoir, en 1980, il a présenté le budget d'avril 1980 qui augmentait les impôts—la taxe énergétique était imposée aux citoyens ordinaires—et maintenant, le budget de novembre 1981, avec son énorme fardeau fiscal. Si nous additionnons toutes ces mesures, on peut imaginer combien les simples citoyens se sentent pressurés. On comprend aisément pourquoi tous les députés reçoivent des douzaines et des douzaines de lettres d'associations se plaignant de tous les aspects du budget. A une époque où les simples citoyens—les hommes et les femmes qui font la différence dans le pays—rapportent à la maison un salaire net moindre, les recettes et

les dépenses gouvernementales accusent une hausse de 30 et de 22 p. 100 respectivement.

Je conseille aux députés de lire l'article paru dans le *Globe and Mail* rien que pour avoir une idée de l'ampleur du mécontentement. D'après cet article, 18 comptables de la ville de London, en Ontario, ont envoyé une lettre au ministre des Finances (M. MacEachen) pour lui signaler les conséquences désastreuses qu'auront les mesures budgétaires. Ces 18 comptables représentent de 85 p. 100 à 90 p. 100 des petites entreprises de London. London est une ville très importante; c'est une grande ville canadienne. Par l'intermédiaire de leur comptable, 90 p. 100 des petites entreprises expliquent au ministre des Finances que le budget les écrase complètement et qu'elles ne s'en remettent pas. Les Canadiens, les petits commerçants, hommes et femmes, commencent peut-être à se rendre compte qu'une lourde menace pèse sur le pays.

M. Keeper: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je crois que le député a employé une tournure antiparlementaire. Étant donné que l'on trouve un nombre croissant de femmes à la tête des petites entreprises, pourquoi le député continue-t-il à parler d'hommes d'affaires, puisque l'expression est désuète?

Des voix: Oh, oh!

L'Orateur suppléant (M. Deans): C'est un point de vue intéressant qui n'a cependant pas grand-chose à voir avec le Règlement.

M. Taylor: N'est-ce pas une merveilleuse intervention? C'est une intervention néo-démocrate.

M. Thacker: Monsieur l'Orateur, le député affiche son niveau de pensée, car j'ai entendu son discours et il a, lui aussi, parlé d'hommes d'affaires.

M. Keeper: Monsieur l'Orateur, je soulève une nouvelle objection. Le député a raison, j'ai parlé d'hommes d'affaires la première fois, mais j'ai profité de la leçon et après l'intervention de mon savant collègue, j'ai parlé de chefs d'entreprises.

M. Thacker: A propos de leçon, je n'ai jamais compris comment les députés du Nouveau parti démocratique n'arrivaient pas à prendre celles de l'histoire. Des gouvernements toujours plus tentaculaires, voilà leur solution aux problèmes économiques du Canada. Voyons ce qui s'est produit dans les pays qui ont adopté cette solution. Depuis la Seconde grande guerre, le Royaume-Uni a complètement nationalisé les charbonnages, les ports, l'électricité et l'automobile. Tous les aspects de la vie des citoyens du Royaume-Uni sont régis par l'État. Les Britanniques se portent-ils mieux du fait que le gouvernement a nationalisé les principales industries du pays? Bien sûr que non, comme en témoigne le fait qu'ils cherchent à quitter le pays par centaines de milliers. La raison pour laquelle ils veulent s'expatrier, et nous avons des statistiques à l'appui, c'est que chaque année de gouvernement socialiste représente pour le pays une année de souffrances et d'angoisse. Les Britanniques sont au désespoir parce qu'ils ont eu tant de gouvernements socialistes qui ont nationalisé leurs industries.

Permettez-moi de donner un autre exemple: la Pologne. La Pologne a, à maintes reprises, dans son histoire occupé le rang de grande puissance mondiale. Elle possède également une culture et une vie sociale très riches ainsi qu'une unité familiale incomparable. C'est aussi un pays très religieux. Mais le gouvernement a nationalisé toutes les industries et tout le réseau de distribution des aliments. La Pologne est à nouveau